

Résultats ISSP – France – 2006

Rôle du gouvernement

L'enquête 2006 de l'*International Social Survey Programme* porte sur le rôle du gouvernement.

Le questionnaire, très détaillé, permet de bien appréhender les attitudes des Français en la matière :

- Sont-ils très conformistes à l'égard des gouvernants ou facilement critiques ? Se sentent-ils compétents pour juger de l'action gouvernementale ?
- Quelles sont les fonctions d'un gouvernement ? Quels biens doit-il assurer aux citoyens ? Sur quels points devrait-il modifier ses politiques ? Celles-ci sont-elles jugées positivement ou négativement ?
- Les impôts sont-ils trop élevés ou trop bas selon qu'on est riche ou pauvre ?
- Quelle est l'importance du clientélisme dans les rapports avec les fonctionnaires ?

La même enquête avait été réalisée en 1996 avec un questionnaire largement semblable, ce qui permet de très éclairantes comparaisons (sur la première moitié du questionnaire) : les attentes concernant les gouvernants et les jugements à leur égard ont-ils significativement changé depuis 1996 ? Chaque fois que possible, les résultats de 2006 sont comparés à ceux de 1996¹. On observe en fait beaucoup de permanences dans les résultats : la proximité des distributions à 10 ans d'intervalle est saisissante.

La méthodologie de l'enquête est expliquée en annexe.

Commentaires rédigés par Pierre Bréchon,
Institut d'études politiques de Grenoble, PACTE/CNRS.

Dans la suite du texte, les résultats sont exprimés en pourcentages horizontaux dans les tableaux et verticaux pour les autres questions.

¹ Les chiffres de 1996 figurent toujours en italique.

1. Selon vous, faut-il absolument toujours obéir aux lois ou existe-t-il des circonstances exceptionnelles où il faut suivre sa conscience, même si cela conduit à enfreindre la loi?

	2006	1996
- il faut toujours obéir aux lois, sans exception	21	16
- dans certains cas, il faut suivre sa conscience	72	79
- ne peut pas dire/sans réponse	8	5

La loi n'est pas considérée comme un absolu intangible. Sept Français sur dix estiment qu'il faut parfois suivre sa conscience plutôt que la loi. L'autonomie de la personne est fortement valorisée, en 2006 comme en 1996². Ce primat de la conscience individuelle – en dernière instance – se comprend assez bien dans une société où se développent les valeurs d'individualisation. L'apologie de la conscience est d'ailleurs un peu plus forte chez les personnes qui ont fait des études longues et qui sont politiquement orientées à gauche. Elle est plus faible chez les catholiques pratiquants.

2. Il y a plusieurs façons de s'opposer à une décision gouvernementale que l'on désapprouve fortement. Pouvez-vous m'indiquer les actions qui, selon vous, sont acceptables ou inacceptables.

		...tout à fait acceptable	...plutôt acceptable	...plutôt inacceptable	...tout à fait inacceptable	ne sait pas/sans réponse
- organiser des réunions de protestation contre le gouvernement, est-ce...	2006	59	26	5	3	7
	1996	63	25	4	2	5
- organiser des manifestations de rue, est-ce...	2006	43	32	12	6	7
	1996	50	30	9	5	6
- organiser une grève nationale de tous les salariés contre le gouvernement, est-ce...	2006	39	24	15	15	8
	1996	42	21	14	15	8

L'action protestataire (par des réunions, des manifestations, des grèves) contre des décisions gouvernementales est considérée comme très largement légitime. Il y a cependant des différences dans le degré d'acceptation de ces pratiques. Les réunions de protestation constituent la forme d'action la plus plébiscitée, suivie par les manifestations de rue, puis les grèves politiques. Le caractère public de la protestation et la gêne occasionnée font un peu baisser l'acceptation de ce moyen d'action qui reste cependant largement considéré comme légitime dans une démocratie. Seulement 30 % des Français jugent inacceptable une grève contre le gouvernement. Mais on observe des différences très sensibles selon les catégories de population : ce type de grève est fortement réprouvé par les personnes âgées, dans les milieux favorisés, parmi les adeptes de la droite et chez les catholiques pratiquants.

Sur ces sujets, les valeurs politiques semblent très stables : on n'observe pas de réelle évolution sur les dix dernières années.

² Si on ne prend en compte que les réponses à la première vague, le primat possible de la conscience est de 80 %. On ne peut donc parler d'une évolution dans le temps depuis 1996, date à laquelle l'enquête a été faite sans relance.

3. Certaines personnes paraissent extrémistes aux yeux de la majorité. Imaginez des gens qui souhaitent renverser le gouvernement par la révolution. Selon vous, devrait-on permettre à de telles personnes...

		oui sans problème	Probablement oui	probablement non	absolument non	ne sait pas/sans réponse
...d'organiser des réunions publiques pour exprimer leurs idées ?	2006	26	33	18	17	7
	1996	26	28	17	21	8
...de publier des livres exprimant leurs opinions ?	2006	31	39	12	9	9
	1996	34	32	12	13	9

Quels droits faut-il reconnaître aux ennemis de la démocratie, qui prônent des moyens d'action révolutionnaires ? Une petite majorité estime qu'ils doivent avoir le droit d'exprimer leurs idées dans des réunions publiques, une majorité plus conséquente leur reconnaît le droit d'exprimer leurs théories dans des livres. Les personnes de droite sont moins favorables à leur reconnaître des libertés publiques.

4. Tous les systèmes judiciaires font des erreurs, mais selon vous, laquelle est la pire?

	2006	1996
- condamner un innocent	72	72
- ou laisser une personne coupable en liberté	19	19
- ne peut pas dire/sans réponse	9	9

La possible condamnation d'un innocent apparaît insupportable à beaucoup alors que la non sanction d'un coupable est plus facile à accepter. Avoir fait des études longues, avoir de hauts revenus et être de gauche rend encore plus sensible envers l'innocent condamné.

Contrairement à ce qu'on aurait pu imaginer, les réponses aux questions 1 et 4 sont sans lien. On pouvait penser que dans les deux questions on isolait la minorité de personnes favorables aux régulations collectives et à un fort contrôle social sur les individus (il faut toujours obéir aux lois, et laisser un coupable en liberté est la pire des erreurs judiciaires). En fait les logiques d'opinion de fonctionnent pas ainsi.

5. Voici quelques actions économiques que le gouvernement pourrait faire. Pour chacune d'elles, pouvez-vous m'indiquer votre degré d'approbation ou de désapprobation?

		très favorable	assez favorable	ni pour, ni contre	assez défavorable	très défavorable	Ne sait pas/sans réponse
- réduire les dépenses de l'État	2006	66	20	6	3	2	3
	1996	74	15	4	2	1	4
- soutenir financièrement la création d'emplois	2006	46	31	11	7	2	4
	1996	50	26	9	7	3	5
- assouplir la réglementation du commerce et des affaires	2006	25	30	21	11	5	8
	1996	33	30	21	9	3	4
- soutenir l'industrie pour développer des produits et des technologies nouvelles	2006	40	36	14	4	1	5
	1996	42	33	15	5	2	3
- soutenir les industries en difficulté pour protéger les emplois	2006	34	33	17	10	3	4
	1996	39	28	15	11	4	3
- réduire la durée du travail pour créer des emplois nouveaux	2006	13	14	18	22	28	6
	1996	37	20	15	12	13	2

Ces grands objectifs généraux d'une action gouvernementale sont tous, à l'exception du dernier, fortement plébiscités. Avec cependant une hiérarchie dans l'approbation. Il y a presque une unanimité pour souhaiter la réduction des dépenses de l'Etat. Néanmoins, les actions de soutien à l'économie – qui sont coûteuses pour les dépenses publiques - apparaissent tout à fait légitimes, même si le soutien à la création d'emplois et aux industries nouvelles convainc un peu plus que le soutien aux secteurs en difficulté.

Comme dans toutes les enquêtes, le libéralisme économique est majoritaire : 55 % souhaitent l'assouplissement des réglementations qui pèsent sur les acteurs économiques, seulement 16 % s'y opposent.

En dix ans, l'opinion ne semble avoir évolué nettement que sur un point : la réduction de la durée du travail pour créer des emplois. Alors que cet objectif généreux était largement soutenu en 1996, il est largement réprouvé en 2006. La mise en œuvre de la réduction du temps de travail à 35 heures semble avoir mécontenté de nombreux salariés. La réprobation est cependant beaucoup plus forte dans les classes supérieures, chez les personnes politiquement orientées à droite et catholiques pratiquantes qu'au bas de l'échelle sociale et à gauche.

6. Pour chacun des secteurs suivants, pouvez-vous me dire si vous souhaiteriez que le gouvernement dépense plus ou moins? N'oubliez pas que dépenser « beaucoup plus » peut entraîner une augmentation des impôts, taxes ou cotisation sociales.

		dépenser beaucoup plus	dépenser plus	maintenir les dépenses actuelles	dépenser moins	dépenser beaucoup moins	ne sait pas/sans réponse
- l'environnement	2006	17	34	34	7	2	5
	1996	11	29	42	9	3	6
- la santé	2006	22	35	33	6	2	3
	1996	17	33	36	8	2	3
- la police et l'ordre public	2006	9	24	48	10	4	1
	1996	12	27	45	7	5	4
- l'éducation	2006	20	38	31	5	2	4
	1996	23	38	28	4	3	4
- l'armée et la défense	2006	2	7	40	30	16	6
	1996	2	5	28	32	29	3
- les retraites	2006	14	30	43	6	2	6
	1996	13	23	52	5	2	6
- les allocations de chômage	2006	4	9	43	25	14	6
	1996	7	16	41	21	11	5
- l'art et la culture	2006	3	11	41	20	16	8
	1996	4	11	39	25	17	5

Si beaucoup voudraient en théorie une baisse des dépenses de l'Etat, ils peinent à identifier les secteurs dans lesquels ils souhaitent une réduction. Une proportion importante se déclare souvent en faveur du maintien du niveau de dépenses et même d'une augmentation. Selon un ordre hiérarchique : 58 % voudraient une augmentation pour l'éducation et 57 % pour la santé. L'environnement et les retraites apparaissent aussi comme des secteurs importants (respectivement 51 % et 44 % favorables). Viennent ensuite les dépenses pour la police et l'ordre public qu'il semble difficile de faire baisser au moment où monte l'insécurité (seulement 14 % en faveur d'une baisse). Le niveau de dépenses apparaît finalement seulement sérieusement contesté dans trois secteurs : l'art et la culture (36 % pensent possible de réduire leurs coûts), les allocations de chômage (39% voudraient y faire des économies) et l'armée (46 % souhaitent une réduction). Les dépenses du secteur social sont plébiscitées, pour autant qu'elles semblent porteuses de développement et de progrès.

De 1996 à 2006, on note une progression de la justification des dépenses d'environnement (+ 11 points), de retraites (+ 8), de santé (+ 7). Par contre régressent les attentes concernant les allocations de chômage (- 10 points) et la police (- 8).

On observe une forte logique politique dans les réponses : la gauche est plus favorable aux dépenses, sauf pour la police et l'armée que la droite soutient plus fortement. La gauche soutient notamment les dépenses d'environnement, de santé, d'éducation, tandis que la droite souhaite des économies sur les allocations de chômage et sur l'art.

Des logiques sociales existent aussi en fonction des intérêts catégoriels : les catégories populaires sont plus favorables au soutien étatique aux allocations de chômage et aux retraites alors qu'elles sont pour des économies en matière culturelle. Les milieux favorisés défendent les dépenses en faveur de l'environnement. Les personnes âgées souhaitent plus de dépenses de santé, de retraites et de sécurité publique, les jeunes préfèrent les investissements dans l'éducation.

6. Globalement, les responsabilités suivantes incombent-elles ou non au gouvernement?

		tout à fait	probable-ment	probable-ment pas	pas du tout	ne sait pas/sans réponse
- garantir un emploi à chacun	2006	30	29	19	15	7
	1996	43	27	13	13	4
- contrôler les prix	2006	46	34	10	5	5
	1996	45	32	12	8	4
- assurer les soins de santé	2006	56	33	6	2	4
	1996	53	34	7	3	3
- donner un niveau de vie décent aux personnes âgées	2006	49	39	6	2	4
	1996	53	38	5	2	3
- aider le développement industriel	2006	29	49	13	4	7
	1996	36	43	12	4	5
- donner un niveau de vie décent aux chômeurs	2006	17	46	22	8	8
	1996	34	44	12	5	5
- réduire les écarts de revenu entre riches et pauvres	2006	50	24	13	8	5
	1996	51	25	11	9	4
- donner des bourses aux étudiants de familles défavorisées	2006	53	36	4	2	5
	1996	60	33	3	2	3
- assurer un logement décent aux démunis	2006	34	47	10	3	6
	1996	45	40	9	3	4
- imposer des lois strictes pour que l'industrie détériore moins l'environnement	2006	68	23	3	1	5
	1996	66	27	2	2	3

Les dix grands objectifs de politiques publiques – plus ou moins réalistes – identifiés par cette question sont tous largement considérés comme relevant de la responsabilité gouvernementale. Avec cependant des nuances. Du plus au moins plébiscité, on trouve : la protection de l'environnement, les soins de santé, les bourses pour étudiants défavorisés, un niveau de vie décent pour les personnes âgées. Puis un logement décent pour les démunis, le contrôle des prix, le développement industriel, la réduction des écarts de revenus entre riches et pauvres ; enfin un niveau de vie décent pour les chômeurs et une garantie d'emploi pour chacun... Les attentes à l'égard du pouvoir politique apparaissent énormes. Le modèle de l'Etat providence, sensé assurer le bien être de tous et garantir une égalité entre catégories sociales, ou du moins atténuer sérieusement les différences, semble recueillir encore beaucoup de succès, alors que les moyens pour mettre en œuvre ces très ambitieuses politiques ne sont pas forcément disponibles.

Comme dans la question précédente, on trouve des logiques politiques et sociales. Ainsi les catégories populaires et à faibles revenus sont favorables à tous les objectifs sociaux dont ils bénéficient davantage. Ils sont davantage en faveur d'une garantie étatique de l'emploi et d'un contrôle des prix par le pouvoir politique. Donner un niveau de vie décent aux personnes âgées est une préoccupation plus soutenue chez les plus de 50 ans.

La gauche est nettement plus favorable à donner un niveau de vie décent aux chômeurs et un logement décent aux démunis. Elle est aussi plus favorable à la réduction des écarts entre riches et pauvres, tout comme les catégories défavorisées.

On observe un écart significatif entre 1996 et 2006 sur deux objectifs qui concernent une question cruciale et en permanence à l'agenda politique : donner un niveau de vie décent aux chômeurs et garantir un emploi à chacun. Ces deux attentes sont un peu moins soutenues qu'avant.

8. Pour chacun des objectifs suivants, le gouvernement français vous paraît-il actuellement ...

	...pleinement réussir	...plutôt réussir	...ni réussir, ni échouer	...plutôt échouer	...tout à fait échouer	ne sait pas/ sans réponse
- Assurer les soins de santé	6	33	36	18	4	3
- Donner un niveau de vie décent aux personnes âgées	3	22	41	25	5	4
- Faire face aux menaces pesant sur la sécurité de la France	9	40	32	10	4	6
- Lutter contre la criminalité	14	24	36	25	8	4
- Combattre le chômage	2	11	34	35	16	3
- Protéger l'environnement	1	13	43	26	12	6

Les jugements sur les performances gouvernementales sont beaucoup moins consensuels que la définition globale des responsabilités de tout gouvernement. Aucune politique n'est jugée pleinement réussie ou complètement ratée. Les jugements sont assez mesurés. Ils sont plutôt favorables en ce qui concerne la politique étrangère (faire face aux menaces pesant sur la sécurité nationale), les politiques de santé et la lutte contre la criminalité. Le soutien aux personnes âgées est jugé de manière plus dubitative. Les insuffisances dominent pour la protection de l'environnement et encore plus pour la lutte anti-chômage.

Sur tous les domaines pris en compte, les personnes de gauche sont plus critiques que celles de droite dans l'appréhension des politiques gouvernementales, ce qui est assez normal puisque la droite est au pouvoir. Les catégories favorisées se révèlent aussi un peu moins négatives et plus positives. Concernant la protection de l'environnement, l'âge et le niveau d'études rendent aussi sensiblement plus critique.

9. Imaginez que le gouvernement s'attende à un attentat terroriste. Selon vous, les autorités doivent-elles avoir le droit de...

	absolument	proba- blement	probablement pas	absolument pas	ne sait pas/sans réponse
...détenir des personnes, aussi longtemps qu'elles le souhaitent, sans les traduire en justice	21	21	25	27	6
...enregistrer les conversations téléphoniques des individus	40	35	12	10	4
...arrêter les gens au hasard dans la rue	6	13	25	52	4

Cette question ne porte pas sur le terrorisme mais sur la conception des libertés publiques : devant une menace d'attentat, quels contrôles de la population un gouvernement peut-il pratiquer ? La structure qui se dégage des réponses est assez claire : les trois-quarts des enquêtés tendent à considérer comme normal l'enregistrement des conversations téléphoniques, la même proportion condamne les arrestations au hasard dans la rue. Concernant la troisième possibilité, l'opinion est plus hésitante : 52 % réproouvent la détention de personnes (suspectes ?) sans traduction en justice et sans limitation de temps, mais 42 % s'y déclarent favorables.

Sur ces trois questions, les personnes de gauche sont nettement plus sensibles à la défense des libertés publiques, de même que les personnes ayant fait des études longues et les cadres supérieurs.

10. Vous intéressez-vous personnellement à la politique ?

	2006	1996
- beaucoup	11	12
- assez	33	34
- un peu	32	31
- pas beaucoup	16	15
- nullement	5	7
- ne peut pas dire/sans réponse	3	1

L'intérêt pour la politique, question très fréquemment posée dans les sondages mais rarement avec 5 modalités de réponses, apparaît très stable. Il n'y a pas de dépolitisation, l'intérêt semble même relativement affirmé.

Les écarts de genre restent très forts, les femmes se déclarant nettement moins intéressées par la politique que les hommes. Appartenir aux catégories favorisées et avoir conscience de l'être renforce l'intérêt pour la politique : 63 % des cadres supérieurs et seulement 35 % des ouvriers se disent beaucoup ou assez politisés ; c'est aussi le cas de 59 % de ceux qui s'identifient à la classe moyenne supérieure pour seulement 38 % de la classe ouvrière revendiquée. Par contre la durée des études implique moins qu'autrefois une forte politisation. Les personnes de gauche et de droite sont nettement plus politisées que les centristes et surtout que les personnes qui ne se situent pas sur l'échelle. Etre syndiqué ou ancien syndiqué est gage de politisation, de même que la pratique religieuse régulière (les sans religion sont beaucoup moins politisés qu'autrefois).

11. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous les déclarations suivantes?

		approuve fortement	approuve plutôt	ni pour, ni contre	Désap- prouve plutôt	Désap- prouve fortement	ne sait pas/sans réponse
- Les gens comme moi n'ont pas leur mot à dire sur l'action gouvernementale	2006	10	11	13	24	37	5
	1996	11	11	9	24	41	5
- Le citoyen moyen a une influence considérable sur la politique	2006	7	20	21	28	17	7
	1996	9	21	16	29	18	7
- Je comprends assez bien les grandes questions du débat politique national	2006	10	36	24	13	6	11
	1996	11	39	22	11	5	12
- Beaucoup de gens sont mieux informés que moi sur les questions politiques	2006	25	31	21	12	3	8
	1996	31	30	20	10	3	5
- Les députés essaient de tenir leurs promesses électorales	2006	2	10	25	32	25	7
	1996	3	18	18	34	23	4
- On peut faire confiance à la plupart des hauts fonctionnaires. Ils défendent l'intérêt du pays	2006	2	13	24	29	26	7
	1996	3	13	23	28	28	5

Le sentiment de compétence politique (3^{ème} question) est plutôt dominant dans les réponses : 46 % disent assez bien comprendre le débat politique national (contre 19 % pour lesquels le sentiment d'incompétence domine) et 61 % estiment avoir leur mot à dire sur l'action gouvernementale (1^{ère} ligne). Les enquêtés sont cependant sans illusions : seulement 27 % pensent que le simple citoyen a une forte influence sur la politique (2^{ème} question).

La revendication du droit à l'expression (estimer avoir son mot à dire) est un peu plus fréquente à gauche et au sommet de l'échelle sociale. Les jugements sur l'influence du citoyen (2^{ème} question) sont sociologiquement peu clivants.

Le sentiment de compétence politique (3^{ème} ligne) est, comme dans toute les enquêtes, très lié à l'intérêt pour la politique : ceux qui s'intéressent à la politique se sentent en général compétents. Ce sentiment est plus élevé au haut de l'échelle sociale et chez ceux qui ont fait des études longues.

Ceux qui ont une image positive des députés et leur font confiance pour tenir leurs promesses électorales (avant-dernière ligne) font aussi confiance aux hauts fonctionnaires (dernière question). Ces deux derniers items mesurent en fait le degré de confiance aux élites qui se révèle très bas, plutôt en baisse par rapport à 1996, plus important chez les personnes âgées et les catholiques pratiquants que chez les jeunes et les sans religion.

12. Globalement, comment évaluez-vous le régime fiscal français actuel, en tenant compte de tous les impôts, taxes ou prélèvements?

a. D'abord, diriez-vous que, pour les revenus élevés, ces impôts sont :

	2006	1996
- beaucoup trop élevés	8	11
- trop élevés	16	17
- comme il faut	25	21
- trop faibles	28	32
- beaucoup trop faibles	14	13
- ne peut pas dire	9	7

b. Ensuite, diriez-vous que, pour les revenus moyens, ces impôts sont :

	2006	1996
- beaucoup trop élevés	26	31
- trop élevés	49	47
- comme il faut	21	18
- trop faibles	1	2
- beaucoup trop faibles	0	0
- ne peut pas dire	3	2

c. Enfin, diriez-vous que, pour les bas revenus, ces impôts sont :

	2006	1996
- beaucoup trop élevés	32	43
- trop élevés	28	29
- comme il faut	27	18
- trop faibles	3	4
- beaucoup trop faibles	1	1
- ne peut pas dire/sans réponse	9	5

Cette question porte sur l'évaluation du bon niveau des impôts par rapport aux revenus de chacun. Pour les hauts revenus, beaucoup estiment les impôts trop faibles. L'idée de faire payer les riches n'a donc pas disparu depuis 1996, elle est nettement plus fréquente à gauche qu'à droite, ainsi qu'au bas de l'échelle sociale. L'opinion a un avis tout différent pour les impôts des moyens et bas revenus, massivement jugés trop élevés.

Il est intéressant de repérer que la majorité anti-fiscale la plus forte s'observe pour les revenus moyens (question 12b), sans différence importante dans les réponses selon les catégories de population.

Les personnes ayant fait des études longues et appartenant aux milieux favorisés tendent à trouver que le niveau d'impôts des bas revenus est « comme il faut », alors que les milieux populaires, directement concernés, trouvent plus massivement leur imposition trop élevée.

13. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous les affirmations suivantes ?

	approuve fortement	approuve plutôt	ni pour, ni contre	désapprouve plutôt	désapprouve fortement	Ne sait pas/sans réponse
- Il y a peu de gens à qui je peux faire entièrement confiance	33	36	13	11	3	5
- Si vous n'êtes pas prudent, les autres profitent de vous	35	38	14	7	1	5

Les réponses à ces deux questions sont très étroitement liées. Ceux qui ne font pas confiance aux autres estiment qu'il convient d'être prudent dans les relations à autrui. Comme d'autres enquêtes l'ont bien montré, la France appartient aux pays où la confiance spontanée à autrui est rare, à la différence des pays de l'Europe du Nord.

Les différences selon les catégories de population sont peu importantes même si les catégories favorisées et les personnes de gauche sont un peu moins méfiantes à l'égard d'autrui.

14a. Certaines personnes, du fait de leur emploi, de leur position sociale ou de leurs relations, sont sollicitées pour intervenir en faveur de quelqu'un. En ce qui vous concerne, vous arrive-t-il d'être sollicité...

... jamais	38
... rarement	25
... de temps en temps	27
... souvent	5
... ne peut pas dire/sans réponse	4

14b. Et y a-t-il des gens à qui vous pourriez demander d'intervenir en votre faveur ?

- non, personne	35
- oui, très peu de gens	42
- oui, un certain nombre	15
- oui, beaucoup de gens	1
- ne peut pas dire/sans réponse	7

La fin du questionnaire cherche à mesurer l'importance du favoritisme. Les sollicitations semblent exister « de temps en temps ou souvent » pour un tiers de la population. Mais seulement 16 % reconnaissent qu'ils pourraient demander une intervention en leur faveur à certaines personnes.

Plus les gens reconnaissent être parfois sollicités, plus ils disent aussi qu'ils pourraient demander une intervention. Il semble donc y avoir une catégorie de population particulière qui fonctionne beaucoup sur le « favoritisme relationnel ». Ce sont des personnes favorisées (études longues, CSP+, se situant en haut de l'échelle sociale), qui entretiennent une vie sociale intense (question 20) et font plutôt confiance à autrui. Par contre, l'orientation politique est sans aucune influence.

15. A votre avis, les autorités publiques agissent-elles de manière juste avec des gens comme vous ?

- presque toujours	16
- souvent	26
- de temps en temps	25
- rarement	15
- presque jamais	8
- ne peut pas dire	11

42 % trouvent que les autorités publiques fonctionnent en général de manière juste à l'égard des gens comme eux, tandis que 23 % sont nettement plus critiques (réponses rarement et jamais). L'interprétation des réponses à cette question très générale est délicate. Que veut dire « agir de manière juste » ? Mesure-t-on un sentiment de justice politique (agir selon des valeurs de justice et d'égalité) ou un style d'action : décider en fonction de critères impersonnels et raisonnables ou en fonction de critères relationnels et clientélistes). Le contexte des questions précédentes devrait plutôt avoir orienté les réponses en fonction de la seconde hypothèse. En tout cas le sentiment d'un agir juste des autorités est beaucoup plus fort chez les personnes qui ont fait des études et appartiennent aux milieux favorisés, chez les personnes confiantes à l'égard d'autrui et orientées à droite.

16. Pensez-vous que la manière dont les gens sont traités par les autorités publiques en France dépend des relations qu'ils ont ?

- certainement	42
- probablement	38
- probablement pas	9
- certainement pas	3
- ne peut pas dire	7

Si elles sont plutôt considérées comme fonctionnant de façon juste, les autorités publiques tiennent pourtant compte, selon de très nombreux enquêtés, des relations et de l'influence des individus. L'enquêté ne se sent pas favorisé mais pense probablement assez facilement que les autres peuvent l'être. Les personnes de milieux favorisés croient un peu moins que les autres au traitement en fonction des relations qu'on a.

17. Selon vous, environ combien d'hommes politiques sont en France impliqués dans de la corruption ?

- presque aucun	1
- seulement quelques-uns	14
- un certain nombre	37
- plutôt beaucoup	27
- presque tous	17
- ne peut pas dire	5

La corruption des hommes politiques est considérée comme répandue par 44 % de l'échantillon, alors que seulement 15 % l'estiment rare, 37 % se situant entre les deux. Les jeunes, les personnes au bas de l'échelle sociale, les sans religion, les personnes méfiantes à l'égard d'autrui et qui ont peu de contacts sociaux croient la corruption politique encore plus fréquente.

18. Et environ combien de responsables administratifs sont en France impliqués dans de la corruption ?

- presque aucun	2
- seulement quelques-uns	18
- un certain nombre	45
- plutôt beaucoup	20
- presque tous	7
- ne peut pas dire	7

Les responsables administratifs sont nettement moins accusés de corruption que les hommes politiques (si l'on compare les résultats des questions 17 et 18). Mais ils ne sont pas indemnes de toute mise en cause ! Ceux qui croient en la corruption des hommes politiques croient aussi à la corruption des élites administratives. Ce sont donc dans les mêmes catégories de population que pour la corruption politique qu'on trouve une plus fréquente critique des fonctionnaires corrompus (chez les jeunes, au bas de l'échelle sociale, peu confiant dans les autres...)

19. Au cours des cinq dernières années, est-il arrivé, à vous ou à un membre de votre proche famille, de rencontrer un responsable administratif qui suggérait un pot-de-vin ou une faveur en échange de ses services ?

- jamais	79
- rarement	9
- de temps en temps	5
- assez souvent	1
- très souvent	1
- ne peut pas dire	6

Les questions se font de plus en plus précises : 16 % disent avoir rencontré au cours des 5 dernières années un responsable administratif demandant plus ou moins clairement un pot de vin ou une faveur, et qui faisait donc en quelque sorte payer ses services. Les écarts socio-démographiques à ce pourcentage sont faibles mais vont dans le même sens qu'aux deux questions précédentes.

20. En moyenne, combien de personnes rencontrez-vous un jour de semaine habituel, en comptant les personnes avec qui vous vivez ? Comptez tous les contacts individuels pour bavarder et discuter. Cela peut être en face-à-face, par téléphone, par courrier électronique, ou sur internet. Comptez seulement les relations avec des personnes que vous connaissez.

- entre 0 et 4 personnes	12
- entre 5 et 9	25
- entre 10 et 19	31
- entre 20 et 49	21
- 50 ou plus	9
- ne peut pas dire	2

Il s'agit ici de simplement dénombrer l'importance du réseau social des individus, de manière à pouvoir mieux interpréter certaines réponses. On peut en effet juger différemment le gouvernement et plus ou moins croire à l'importance d'un traitement administratif personnalisé en fonction des relations que l'on a. L'importance du réseau social diminue beaucoup à partir de 50

ans, il est nettement plus faible chez les personnes qui ont fait peu d'études, chez ceux qui n'ont pas d'emploi et qui sont au bas de l'échelle sociale.

Annexe méthodologique sur la réalisation de l'enquête

L'enquête **International Social Survey Programme** (ISSP) est réalisée chaque année dans près de quarante pays dans le monde, avec un questionnaire commun, collectivement mis au point. En France, l'enquête est pilotée par une équipe d'universitaires et de chercheurs (CNRS, FNSP et autres organismes).

Chaque enquête annuelle correspond à un thème particulier.

Le questionnaire est adressé par voie postale à un échantillon représentatif de 10 000 ménages, sélectionné aléatoirement à partir des listes d'adresses disponibles. Une relance est envoyée au bout d'un mois.

On a obtenu en 2006 1824 réponses valides (1222 à la première vague, 602 à la relance). Le taux de réponse est donc de 18,2 % (12,2 % au premier envoi, 6 au second).

Les réponses aux questions thématiques des « primo-répondants » et des « relancés » sont très semblables. Il y a rarement plus de 3 points d'écart entre les deux sous-groupes. Cependant, on observe quelques différences socio-démographiques : les personnes faiblement diplômées, les chômeurs, les personnes âgées et les milieux populaires sont mieux représentés dans la relance que dans la vague initiale. Par contre on n'observe pas de différence selon le genre, le statut matrimonial, la résidence urbaine ou rurale.

En 1996, année où l'enquête portait aussi sur le même thème³, il y avait eu seulement 1312 réponses valides (sans relance). Cette différence dans l'administration de l'enquête doit rendre prudent dans l'interprétation des différences entre les deux dates. Ce n'est qu'à partir de 5 ou 6 points d'écart qu'on peut éventuellement parler d'une évolution. Il y a en fait beaucoup de permanence dans les résultats : la proximité des distributions à 10 ans d'intervalle est saisissante.

Les résultats sont redressés, en 2006 comme en 1996, en fonction du genre, de l'âge et de la catégorie socioprofessionnelle, pour compenser les biais d'échantillonnage.

³ En fait le module international de 1996 a été administré en France avec retard, à l'automne 1997. C'était le début de la participation française à l'ISSP.